

La gauche Zemmour : mais qu'est-ce que c'est que ça ? ; Ebola : l'Europe en danger ? ; Bygmalion : les petits enrichissements sur le dos de l'UMP



Mais aussi Jérôme Lavrilleux, "chouchou de Bruxelles" des eurodéputés UMP, le scandale France Télévisions, Manuel Valls, dernier homme de gauche à être capable de "parler au peuple" selon Pascal Bruckner et, et, et... c'est quoi, être de gauche pour la grande Annie Ernaux. Y'a de la lecture — et des Lettres ! —, dans la revue de presse des hebdomadaires !

Avec Barbara Lambert

"Ebola : la course contre la mort", titre en une "L'Obs", qui est allé enquêter sur le terrain, en Guinée — un pays que la France est censée aider. **C'est si grave que ça ? Oui, mais pas pour tout le monde...**

Ebola, "urgence mondiale"

"Ebola, une "urgence mondiale" selon l'OMS ? Le moins que l'on puisse dire, note "L'Obs", c'est que sa directrice générale, Margaret Chan, a mis du temps à en prendre la mesure. Alors que l'on frôle le cap des 4 500 morts et des 10 000 malades, les critiques montent contre l'Organisation mondiale de la Santé, sa bureaucratie et son manque de réactivité. (...) **"La vérité, c'est que nous ne sommes pas organisés pour répondre dans l'urgence", glisse un cadre de l'organisation à Genève. C'est pourtant pour ça que l'OMS a été créée.** Les Etats n'ont guère été plus brillants. Sur le papier, la répartition des responsabilités est claire : aux Etats-Unis, l'aide au Liberia ; à la Grande-Bretagne, la Sierra Leone ; et à la France, la Guinée. Pourtant, l'argent tarde à arriver. **Sur les 70 millions d'euros promis par la France, moins de 6,3 millions seraient réellement parvenus sur le terrain, où le manque de moyens humains est plus criant encore. Alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont envoyé plusieurs milliers de militaires pour installer des centres de soins, en Guinée, les équipes héroïques de MSF sont bien seules. Quant au fameux hôpital militaire promis par François Hollande en septembre dernier, il devrait voir le jour à Macenta en novembre. Au mieux".** Vous avez dit "urgence mondiale" ?

"En Europe et aux Etats-Unis, il n'y aura jamais d'épidémie"

Faut-il voir dans ce manque d'"empressement" un certain cynisme ? D'après le professeur Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Bichat-Claude Bernard, interviewé par "L'Obs", si "la situation est très inquiétante en Afrique de l'Ouest", elle ne l'est "pas dans les pays occidentaux". **"En Europe et aux Etats-Unis, il faut le répéter, il n'y aura jamais d'épidémie. Seulement quelques cas importés,** dit le médecin. Des soignants, des humanitaires qui se sont battus sur place. Mais aussi des personnes lambda qui reviennent de Guinée, du Liberia ou de Sierra Leone pour d'autres motifs, quoiqu'ils soient moins

exposés que le personnel médical. **Il arrive que ces malades contaminent d'autres personnes après leur prise en charge aux Etats-Unis ou en Europe, ce sont les cas dits secondaires. Mais il y en a très peu parce que la maladie n'est pas très contagieuse. (...) Pour que le virus soit transmis, il faut un contact direct entre les fluides du patient (sang, selles, sperme, salive, sueur, vomissures) et les muqueuses ou une peau lésée**". Soulagés ? A quel prix ?

Bygmalion : petits règlements de compte entre amis

Mais revenons à nos bons vieux débats franco-français. Au cas où vous n'auriez pas eu votre comptant d'affaire Bygmalion... "L'Express" rapporte qu'"au terme de sa garde à vue et de sa septième audition devant les policiers, le 3 octobre, Pierre Chassat, ancien directeur de la communication de l'UMP et directeur de cabinet adjoint de Jean-François Copé, a lâché : **"Au vu des éléments que vous m'avez présentés ces deux derniers jours, je me rends compte à quel point j'ai été manipulé, abusé par ma hiérarchie, Eric Cesari et Jérôme Lavrilleux, et ma collègue Fabienne Liadé, avec lesquels je travaillais en confiance. Cette confiance aveugle que j'avais en eux, ils l'ont trahie et aujourd'hui je suis abasourdi et j'éprouve un sentiment de dégoût"**. Les enquêteurs ont aussi pris connaissance d'un SMS envoyé par Lavrilleux à Chassat, le 27 mai 2014, à 10 h 50 : **"Pierre, Cesari te met injustement en cause. Ce ne sera pas mon cas. Je prendrai mes responsabilités dans une affaire à laquelle tu n'es en aucune manière mêlé. Ton ami. Jérôme"**. Cela n'a pas empêché la mise en examen de Chassat pour "abus de confiance, faux et usage de faux".

Jérôme Lavrilleux bichonné par Brice Hortefaux

Et puisqu'il était question à l'instant de Jérôme Lavrilleux, "Le Point" nous informe que Brice Hortefaux est "aux petits soins" pour ledit monsieur. **"Inquiet des possibles révélations compromettantes de Jérôme Lavrilleux dans l'affaire Bygmalion, Nicolas Sarkozy a demandé à Brice Hortefaux d'entourer l'ancien bras droit de Jean-François Copé de toute la sollicitude nécessaire**, indique l'hebdo. Ainsi, au Parlement européen de Strasbourg, l'ami de l'ancien chef de l'Etat ne rate-t-il pas une occasion de remonter le moral de Lavrilleux, qui, du coup, s'est dépêché d'annoncer son... soutien politique à Nicolas Sarkozy. Mais le soutien de Lavrilleux est-il bon pour le moral de Sarkozy ?" Hou, mais c'est qu'il serait un brin pinçant, limite ironique, "Le Point" !

La "grenade dégoupillée" Lavrilleux, "chouchou de Bruxelles"

Hasard ? "L'Obs" consacre ce jeudi une enquête au "chouchou de Bruxelles", alias... Jérôme Lavrilleux. "A Paris, l'homme par qui le scandale Bygmalion est arrivé est un paria de la droite. Au Parlement européen, observe l'hebdo, il est ménagé et souvent soutenu par ses collègues UMP". Comme "Le Point", "L'Obs" met en lumière les drôles de protections dont bénéficie l'eurodéputé, aussi bien de la part des copéistes que des sarkozystes. "Est-ce parce que Copé a prévenu tout le monde : il faut manier avec précaution "la grenade dégoupillée" qu'est devenu son ami ?, s'interroge le journal. "Tous ceux qui ont été impliqués dans le système sarko-copéiste ne peuvent pas le lâcher sinon ils seraient les premières victimes", assure en "off" un eurodéputé. Un autre membre du groupe : **"Il doit tout savoir sur tout le monde et a dû faire des photocopies en partant". Jérôme-la-menace prêt à se mettre à table si on ne le soigne pas ? "Je n'ai rien à dire sur Nicolas Sarkozy parce qu'il n'y a pas matière", répond-il. Ni sur son ami Copé avec qui il parle toujours. Mais il ne peut pas s'empêcher d'ajouter : "Mais sur d'autres, peut-être..."**" Houlala !

Bygmalion : les petits enrichissements sur le dos de l'UMP

Vous en avez ras-la-coupe de l'affaire Bygmalion ? Zavez pas fini de déguster... Scoop !? D'après "Le Point", **Bastien Millot et Guy Alvès, les cofondateurs de Bygmalion, "se sont (...) bel et bien enrichis (pendant la campagne de Nicolas Sarkozy) sur le dos de l'UMP (...)**. Chacun possède une société conseil qui non seulement détient leurs parts dans Bygmalion, mais en outre leur sert à facturer des prestations à cette dernière. Une pompe à finances amorcée un an avant la présidentielle, au moment où Event & Cie, la filiale événementielle qui empochera 22 millions de l'UMP pour la campagne présidentielle, voyait le jour". Oh-ho...

Les jolis gains de Bastien Millot, Guy Alvès et Franck Attal

"D'après les calculs du "Point", poursuit le mag, entre 2011 et 2013, Bygmalion a ainsi versé près de 1 million d'euros à BM Consulting (la société de Bastien Millot, ndr). Les deux tiers de cette somme ont fini dans la poche de Bastien Millot : 380 000 euros ont atterri directement sur ses comptes, tandis que 365 000 faisaient un détour par une autre de ses sociétés, BM Patrimoine, mise depuis au nom de sa mère. Une tirelire avec laquelle il s'est à nouveau reversé de l'argent et a acheté des biens immobiliers", dont "Le Point" fait l'inventaire. "Via AMM Participations, son holding, indique encore le journal, Guy Alvès a lui aussi, dans une moindre mesure, ponctionné Bygmalion. Sa société a facturé 444 000 euros en 2012 pour "accompagnement et conseils". **L'année de la campagne électorale, les deux cofondateurs de l'agence de communication ont donc siphonné, via leur holding personnel, presque 1 million d'euros. L'équivalent de la perte affichée par Bygmalion en fin d'exercice. Un enrichissement largement financé par Event, la poule aux oeufs d'or du groupe, qui, en 2012, a tiré 95 % de ses revenus de l'UMP**". Ce n'est pas fini ! **"Propulsé en 2011 actionnaire à 25 % de Event & Cie, précise "Le Point", (Franck Attal) a engrangé, une fois la campagne terminée, 600 000 euros de dividendes. Des gains aussitôt exfiltrés vers une société immobilière de droit israélien**". Hé bé, si c'est vrai !

Fausse factures ou rétrocommissions ?

"Pour couvrir le dépassement des frais de campagne, continue l'hebdomadaire, Event & Cie aurait été contrainte, sur ordre de l'UMP, d'émettre pour plus de 18 millions d'euros de fausses factures. Ce scénario séduisant, livré clé (USB) en main par l'avocat de

Bygmalion, laisse toutefois perplexe un grand manitou du secteur interrogé par "Le Point". Lorsqu'on lui présente le détail des prestations facturées par Event pour le meeting de Bordeaux, il tombe de sa chaise (devant les prix faramineux des prestations, ndr). (...) **"Si on veut payer quatre à cinq fois le prix, rien ne nous en empêche", se défend Jérôme Lavrilleux, qui cumulait les postes de directeur de cabinet de Jean-François Copé et de logisticien de la campagne. Un discours qui ne convainc pas les enquêteurs, de plus en plus persuadés qu'il y a eu surfacturation. Trois fournisseurs privilégiés d'Event ont en effet empoché à eux seuls 9 millions d'euros, avec des devis étrangement postdatés. Y a-t-il eu rétrocession de l'argent ?** Bonne question. Ah, mais quel feuilleton trépidant ! Et c'est quand, qu'on change de chaîne, sinon ?

Le scandale de France Télévisions

Et puisqu'on parle de changer de chaîne... "Le Point", décidément très en forme cette semaine, nous balance une autre enquête, pour le moins sciant, sur "Le scandale de France Télévisions". **"La télévision de service public à la française est le théâtre d'une gabegie à grande échelle", résume le journal. "Le cas de France 3 est particulièrement symptomatique des travers du service public, détaille-t-il.** Pour que l'actualité du moindre bourg de France soit couverte, la chaîne est découpée en 24 antennes régionales, elles-mêmes divisées en de multiples bureaux comme à Mont-de-Marsan ou Saint-Brieuc. A la tête de chaque antenne régionale on trouve un patron, parfois doté d'une voiture de fonction, ainsi qu'une dizaine de cadres dirigeants. **Dans une demi-douzaine de grandes villes, comme à Lille, le siège local de France 3 accueille aussi une équipe de... France 2. "Leur argument, c'est de dire qu'ils ne travaillent pas de la même façon", soupire un cadre dirigeant de France Télévisions. Au total, le réseau de France 3 compte 3 400 salariés pas vraiment accablés de travail. "Leur journée de travail est censée être de huit heures, dans les faits, elle est plutôt de trois !" confie un bon connaisseur du réseau régional".** Trois heures de boulot par jour, c'est cool, ça !

Quand les barons locaux veillent... à ce que rien ne change

"Tout le monde connaît la gabegie, personne n'ose y remédier, enchaîne le mag. Le réseau France 3 en régions, c'est sacré. (...) Les barons locaux veillent. **Lorsqu'il était Premier ministre, Jean-Marc Ayrault appelait en public Rémy Pflimlin à serrer les boulons, tout en glissant à Olivier Schrameck, patron du CSA, qu'il ne fallait pas toucher à l'antenne de sa ville de Nantes, France 3 Pays de la Loire. Alors, pour économiser, on trouve des subterfuges.** On allonge le journal du soir, par exemple, pour en faire le "Grand soir 3", avec des débats qui ne coûtent rien — moins, en tout cas, qu'une série ou un magazine". C'est quand même bien moche, tout ça... Oui, mais c'est pas le pire. Et quand on dit le pire, c'est parce qu'on est bien gentil, et qu'on se dit, naïvement - et de manière assez irresponsable, on avoue - que tout cet argent dépensé profite, quelque part, à la création... Visiblement, on n'est pas seulement irresponsable, on est aussi assez neuneu...

La production France Télé plus chère que celle de TF1

"Le système de production est tout aussi abracadabrante, appuie "Le Point". **France Télévisions doit légalement consacrer 20 % de son chiffre d'affaires, soit bon an mal an 400 millions d'euros, à la production. Ce dispositif assure la sacro-sainte diversité de la production française. Il place surtout sous assistance respiratoire des milliers d'emplois. "C'est une rente de situation",** dit un des principaux producteurs français. Il suffit d'un scénario pas trop mal ficelé et de quelques contacts bien placés pour décrocher de quoi financer son projet. D'ailleurs, on ne compte plus le nombre de professionnels qui font l'aller-retour entre France Télévisions et une boîte de production, histoire d'avoir un pied partout. (...) Une "consanguinité", dénonce un ex-patron, qui n'incite pas à serrer les prix. **Une étude du CNC montre qu'en 2013 le coût horaire d'une production diffusée sur France 2 s'élevait à 278 000 euros, contre seulement 159 000 sur TF1.** Ah ben, ah ben, si on s'attendait... Pour le coup, on en ravalerait notre télécommande - et on en finirait de tergiverser sur l'utilité de payer notre redevance télé (hou, on est rien que des vauriens !)

Pourquoi tenter "Game of Thrones" quand on peut se contenter de "Louis la brocante" ?

Histoire de finir de nous achever, "Le Point" nous le dit : "On pourrait croire que le groupe, grâce aux droits de rediffusion, est assis sur un tas d'or. Erreur. **Pour aider les producteurs, France Télévisions n'est propriétaire des droits que durant quarante-huit mois au maximum, souvent moins. Au-delà, si M6 rachète "Plus belle la vie", France 2 ne touchera rien, ou quasi rien.** Un système archaïque qui, s'il était réformé, pourrait rapporter quelques millions d'euros au service public. Dans ces conditions, pourquoi tenter "Game of Thrones" quand on peut se contenter de "Louis la brocante" ?" Ouille ! Ca fait mal de comprendre tout d'un coup comment et pourquoi, depuis des siècles, on se coltine de la daube tous les soirs... !

"La gauche Zemmour"

Mais venons-en au dossier brûlant que "Le Point", bizarrement, n'a pas choisi d'afficher en grand, en couverture, mais seulement "en appel de une", c'est-à-dire sous la forme d'un simple titre. **"La gauche Zemmour", quelle drôle de formule... Faut-il comprendre que la gauche, ou une partie de la gauche, aurait basculé dans le clan réactionnaire et/ou de l'extrême droite ? Nan, ce n'est pas du tout ça ! Ce que "Le Point" entend par "la gauche Zemmour", c'est "l'OPA" que Marine Le Pen... et Eric Zemmour ont lancée sur la gauche.** "L'auteur du "Suicide français", comme Marine Le Pen, se revendique d'un peuple que le Parti socialiste a abandonné. Enquête sur une OPA", sous-titre en effet le journal. Si l'on a bien compris, en clair : d'après "Le Point", Eric Zemmour (aujourd'hui en tête des meilleures ventes, comme vous le savez) aurait, comme la patronne du FN, récupéré, pour mieux prospérer, les thèses de gauche chères au cœur des classes populaires que le PS a abandonné... **C'est pas forcément nouveau-nouveau, comme théorie : dans le numéro de septembre-octobre 2013 de la revue "Le débat", Jean-Pierre Le Goff, historien "de gauche", avait déjà, au grand dam des gens "de gauche", expliqué, illustré et... démontré dans un article intitulé "Du**

gauchisme culturel et de ses avatars", comment le PS avait trahi "le peuple". Mais bon... voyons voir comment "Le Point", journal "grand public", s'il en est, contrairement, et malheureusement, au "Débat" — rahaa ! C'est quand que les "intellos" français acceptent de faire tomber les barrières et de s'adresser directement à nous ?! —, défend ses arguments...

"Comment Marine Le Pen, née à Neuilly-sur-Seine d'un père reaganien, est devenue l'espoir des "sans-dents"?"

"Que s'est-il donc passé pour que Marine Le Pen, née à Neuilly-sur-Seine d'un père reaganien, incarne aujourd'hui l'espoir des "sans-dents" ?, s'interroge "Le Point". **D'abord, l'abandon par la gauche des prolétaires. Ce que Jacques Julliard appelle le "changement de prolétariat". Dans les années 80, en remplacement des ouvriers, les jeunes, les homos, les femmes, les sans-papiers et les banlieusards deviennent la nouvelle "clientèle" socialo-communiste.** Ensuite, le récit. Tandis que d'autres, d'un ton morne, s'épuisent à défendre la "rigueur budgétaire imposée par Bruxelles", Marine Le Pen offre aux déclassés un récit prometteur — bien que parfois trompeur —, social et national. **Dans l'histoire que raconte la présidente du FN, il y a toujours un "eux" et un "nous". Les "petits" (nous) sont les victimes des "élites mondialisées" (eux) et elle, "Marine", affirme pouvoir améliorer la vie des plus faibles en installant des frontières entre l'intérieur (nous) et l'extérieur (eux) et en abattant celles qui existent entre le haut (eux) et le bas (nous) de la société.** Sûr que ça fait beaucoup de "nous" et de "eux", mais cela a, au moins, le mérite d'être assez simple à suivre...

Quand le FN se nourrit des morts

Marine Le Pen, nous dit encore "Le Point", "a pour elle, en outre — toujours dans son récit —, quelque chose qui ne meurt jamais : "L'héritage millénaire de la France"". Il est vrai que, dans son "récit", elle parle beaucoup moins de son héritage, à elle — les medias, non plus, vous me direz... Depuis que le FN a le vent en poupe, l'affaire des ciments Lambert, vous en avez entendu parler ? **"La sacralité des références est essentielle, reprend le mag. La nation et les morts pour au-delà. "Les morts gouvernent les vivants", scande le réac "marxien" Zemmour. On convoque la mémoire des combattants de Bouvines et de 14, celle de De Gaulle, Jaurès et Blum !** Comme Nicolas Sarkozy l'avait fait, en 2007, en se réclamant de l'héritage du défenseur des mineurs de Carmaux ("Entendez la voix du grand Jean Jaurès !").

Quand le marinisme économique vire au rouge

"Le marinisme économique est, par ailleurs, un gauchisme dont le programme brille d'une teinte écarlate, remarque "Le Point". Politique de demande, relance monétaire et salariale, maintien de l'Etat providence (avec préférence nationale), soutien au pouvoir d'achat, interventionnisme d'Etat, nationalisation des banques de dépôt, défense des services publics, dénonciation du capitalisme financier... (...) **Pour l'économiste chevènementiste Jacques Sapir, "la tonalité générale des discours a beaucoup évolué depuis le "économiquement à droite, socialement à gauche" de Jean-Marie Le Pen. Un certain nombre de personnes ont compris que, si l'on voulait tenir un discours socialement à gauche, il fallait un discours économiquement à gauche"**"". C'est vrai que ça paraît assez logique. Au point où on en est, hein ?

Qui, à gauche, peut encore parler au peuple ? L'avis de Pascal Bruckner

Au point où on en est... "Qui, à gauche, peut encore parler au peuple ?", demande "Le Point" à Pascal Bruckner. —**A part Manuel Valls, qui a un projet d'ouverture — passant par la disparition du PS —, je ne vois personne capable de renouer avec le peuple. La gauche est au purgatoire, et pour longtemps. La victoire de François Hollande a été une fausse victoire.** La gauche paie aujourd'hui ses malentendus et ses contradictions sur l'économie, l'argent et son rapport au capitalisme. Au-delà de la gauche, c'est toute la classe politique qui a besoin d'un ressourcement idéologique. La France doit vite se remettre à l'heure du monde et ne plus vouloir aligner le monde sur son modèle". On est assez d'accord avec toi, Pascal, sur le constat général. Quant à miser sur Manuel Valls, hmmm ?

Ce que la gauche doit avoir le courage de dire

Manuel Valls, dernier homme de gauche à pouvoir encore parler au peuple ? On ose à peine imaginer comment "Politis" réagirait à cette idée... L'hebdomadaire de gauche a, en effet, et très visiblement, eu du mal à avaler l'interview de notre Premier ministre, parue dans "L'Obs", la semaine dernière... Histoire de river son clou au "socialiste félon", le journal sort la grosse artillerie ce jeudi avec un numéro spécial "C'est quoi, être de gauche ?" Encore !, allez-vous dire. C'est sûr que ce n'est pas le premier — ni vraisemblablement le dernier... Si l'on n'a rien trouvé de "révolutionnaire" dans le dossier, on a quand même retenu la réponse de Geneviève Azam, économiste et membre du conseil scientifique d'Attac : "Nous n'avons pas affaire à une simple crise de gouvernement qui pourrait être résolue par des "mesures", appuie-t-elle. On sous-estime la crise de la social-démocratie. Elle dépasse de beaucoup les personnalités. **Bien sûr, il y a François Hollande et Manuel Valls, mais la crise est plus profonde. La gauche ne pourra pas se reconstruire sur le même paradigme. Elle s'est construite dans une perspective de croissance et de productivisme.** Et la financiarisation n'est au fond qu'un supplétif à la crise de croissance. **La gauche doit donc avoir le courage de dire que ce temps-là, celui de la croissance et du productivisme, celui de l'accumulation du capital, est révolu. Repenser la justice et la solidarité n'est pas possible dans un modèle qui fait de la croissance et du progrès techno-scientifique le moteur de la société**".

C'est quoi, être de gauche pour Annie Ernaux

Difficile d'y résister... L'écrivain Annie Ernaux s'est, elle aussi, pliée à l'exercice imposé par "Politis"... **Etre de gauche, dit-elle, c'est considérer que ce que je veux pour moi — la liberté, un toit, l'égalité de traitement, de dignité, la justice, le respect, des perspectives d'avenir, etc. —, tout le monde y a droit. Devrait. Etre de gauche, fondamentalement, c'est ne pas prendre le parti de ce qui existe**, de l'injustice, du hasard de la naissance, de l'inégalité des conditions, des dominations sociales, culturelles, sexistes. C'est être convaincu que les sociétés sont perfectibles et non pas fondées sur un ordre naturel inéluctable. (...) **Etre de gauche, ce n'est pas être idéaliste, mais au contraire très réaliste, en refusant les "recettes" libérales et le repli conservateur, en misant sur les forces actives de toutes les composantes — y compris la plus récente — de la société française**". Sacrée définition que voilà... qu'on vous laisse méditer, hmmm ? Sur ce, bonne semaine, les goulus de l'info !